



EchoGéo

44 | 2018
avril 2018/juin 2018

Enjeux

Jean-Louis Chaléard



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/15756>
ISSN: 1963-1197

Publisher

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Electronic reference

Jean-Louis Chaléard, « Enjeux », *EchoGéo* [Online], 44 | 2018, Online since 31 July 2018, connection on 02 August 2018. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/15756>

This text was automatically generated on 2 August 2018.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Enjeux

Jean-Louis Chaléard

- 1 *Échogéo* a connu bien des évolutions depuis sa création en 2007. Le présent numéro marque une étape importante puisque Béatrice Vélard, en charge du secrétariat de rédaction, nous quitte. Elle a joué pendant plus de neuf années un rôle essentiel dans l'animation et la confection de la revue, les relations avec les auteurs et les évaluateurs. Elle a su veiller, avec sa rigueur et sa vigilance, à la parution régulière des numéros. Elle a ainsi grandement contribué au succès d'*Échogéo*. Karine Delaunay, qui travaillait déjà depuis quelques mois avec elle, lui succède. Souhaitons bonne chance à Béatrice dans sa nouvelle vie, en espérant que nous continuerons à œuvrer pour une revue de qualité qui s'adresse, sur des questions scientifiques, à un large public.
- 2 Le thème central du présent numéro est le *street art*. Il est au cœur du dossier de la rubrique *Sur le champ* dirigé par S. Jacquot, C. Kullmann et P. Guinard, sur « les valorisations territoriales et touristiques du *street art* ». Dans ce dossier, il s'agit d'appréhender l'articulation entre d'une part le *street art* tel qu'il est mis en valeur sur le plan territorial et touristique et d'autre part l'espace urbain. On retrouve ici des thèmes sur la ville, la mise en patrimoine, les politiques urbaines, etc. que l'on a déjà rencontrés dans de nombreux dossiers d'*Échogéo*. La présente livraison les enrichit par la réflexion sur cette forme d'art, typiquement urbain, qui a pris naissance dans les années 1950-1960 et qui a connu depuis un fort développement.
- 3 La notion de *street art* est évolutive, difficile à définir et à délimiter, c'est pourquoi presque toutes les contributions proposent une réflexion préalable sur ce sujet pour ensuite développer une analyse à partir de l'étude de lieux précis (villes de différentes tailles, quartiers, bâtiments ou autres constructions), de productions singulières (graffitis, peintures murales...), de manifestations (projets, programmes, festivals).
- 4 Quelques lignes de force ressortent des articles. Le *street art* permet la valorisation des lieux, plus périphériques ou quartiers pauvres que quartiers historiques centraux où les autorités empêchent le mouvement de se développer. Il se pratique d'abord en marge de la légalité. Il investit les franges, les espaces en friches. Mais il apparaît aussi dans les secteurs de la ville en voie de gentrification où il accompagne des changements dans les modes d'habiter et la mise en tourisme de nouveaux territoires. Récupéré par les

politiques et les planificateurs, il renouvelle les opérations d'aménagement urbain et est mis au service d'un discours sur l'attractivité, allant de pair avec une diversification des acteurs : autorités municipales, résidents, touristes et promoteurs touristiques, etc. Le *street art* interroge aussi sur les temporalités : art de l'éphémère, il peut s'inscrire dans un temps plus long avec la sauvegarde d'œuvres emblématiques et la patrimonialisation de l'espace urbain. Derrière les évolutions, les tentatives d'instrumentalisation, l'accroissement du nombre d'acteurs aux intérêts parfois divergents, apparaissent des conflits, des conceptions opposées de la ville et de la société.

- 5 Les textes abordent tous peu ou prou ces aspects, permettant de les nuancer, d'en expliciter les mécanismes et les enjeux. J. Vaslin compare deux capitales européennes, Paris et Berlin, pour montrer qu'en dépit de leurs différences, les politiques urbaines s'y rejoignent : les graffitis dans les deux cas sont effacés des hauts-lieux touristiques et tolérés voire promus dans les quartiers populaires où se développe un tourisme hors des sentiers battus. C. Kullmann étudie les modalités et certains effets du *street art* en tant que pratique légale et encadrée par les autorités pour valoriser des territoires en mutation, à partir de la ZAC du XIII^e arrondissement de Paris. C. Salomone prend le cas de Naples qui ne figure pas dans les grandes destinations du *street art*. Pourtant y existent des initiatives spontanées issues de quartiers variés. Elle souligne la multiplicité des acteurs engagés et la complexité des discours, entre artistes attachés à une veine contestataire, acteurs locaux qui « officialisent » et instrumentalisent cette forme d'art, dans un but d'intégration sociale des pauvres ou de valorisation touristique. A. Grondeau, s'appuyant sur l'exemple des fresques réalisées par des artistes dans le périmètre de la Galeria de Arte Urbana de Lisbonne, analyse comment le *street art* longtemps identifié comme un art « vandale » et illégal est devenu un outil au service de la politique urbaine et culturelle de la métropole portugaise. L'instrumentalisation du *street art* par les autorités est fréquente ; les situations cependant sont parfois plus compliquées. C'est ce que met en évidence le texte d'A. Le Gallou qui s'intéresse aux graffitis des « Oides » à Saint-Nazaire : si le projet artistique, illégal mais consensuel, fait évoluer les territorialités locales, sa légitimation institutionnelle se heurte à l'incompatibilité entre l'initiative illégale et les orientations retenues par la municipalité. Dans un autre registre, S. Blanchard et R. Talamoni s'attachent à l'examen des *Street art tours*, visites guidées urbaines qui se sont développées rapidement à Paris, mobilisant des acteurs privés, visant un public diversifié et contribuant à la mise en tourisme de quartiers gentrifiés ou en rénovation. L. Sallenave analyse l'exemple de Grenoble où les écologistes qui ont pris le pouvoir municipal acceptent de soutenir un nouveau festival, le *Grenoble Street art forest*. Celui-ci devient alors prétexte pour questionner le rôle des images de rue et la façon dont elles peuvent participer à la construction des territoires. À une échelle très locale C. Ananos étudie le cas de la réhabilitation des magasins généraux à Pantin, près de Paris. Elle analyse le processus de transformation urbaine du bâtiment, de son état de friche à celui de spot du *street art* pour devenir ensuite un centre culturel géré par une agence publicitaire privée. Le dernier texte du dossier tente de prendre du recul pour interroger le pouvoir politique des images dans l'espace urbain, à partir de deux types de productions à Calais : les interventions de Banksy, artiste renommé, que la municipalité essaie de récupérer et sauvegarder en dépit de leur contenu contestataire, et les images réalisées par des artistes anonymes, moins visibles, sans message politique, qui sont systématiquement effacées. Derrière le paradoxe, c'est une analyse politique de l'espace urbain que D. Darcis propose.

- 6 Les contributions du dossier s'appuient sur une riche iconographie que permet le format numérique de la revue. Aussi, n'y a-t-il qu'une faible différence parfois entre les textes de la rubrique *Sur le champ* et les trois articles de la rubrique *Sur l'image*. Parmi ces derniers, deux permettent d'élargir le champ géographique des exemples étudiés avec un texte sur la marina d'Horta dans les Açores et un sur Abobo, commune d'Abidjan. L. Marrou s'attache au cas très original des peintures murales, fait des navigateurs de passage dans l'île de Faial, sur les quais et les parapets de la marina d'Horta, et qui s'inscrivent à la fois dans des formes d'art très actuelles et dans une tradition culturelle propre aux gens de la mer. I. Sagnon, T.H. Ouattara et G. F. Bechi s'intéressent à la valorisation territoriale du *street art* à Abobo, montrant comment l'art urbain est entré dans les mœurs des jeunes depuis 2000, son étroite imbrication avec les événements politiques troublés qu'a connus la Côte d'Ivoire dans les années 2000 et son institutionnalisation, contribuant alors à la valorisation du territoire communal. Le troisième texte, à partir de l'exposition imaginée juste avant la démolition de la « Tour Paris 13 », propose une réflexion sur le côté éphémère du *street art* et le rôle du cinéma documentaire dans sa mise en mémoire.
- 7 La rubrique *Sur le métier* enrichit le dossier principal du numéro en présentant « les métiers de la territorialisation du *street art* ». Autour d'une table ronde organisée en 2017 et animée par S. Jacquot, différents acteurs présentent leurs pratiques et leurs réflexions, fruits de leur expérience : O. Landes et É. Herszkowicz, directeur et directrice chacun d'une association culturelle, JBC artiste, F. Roblot, responsable d'un service départemental de tourisme, D. Cacouault membre de deux associations concernées l'une par le développement territorial l'autre par l'art urbain, enfin un dernier artiste Tom Tom. Les intervenants mettent en évidence la diversité des métiers, tous récents, qui assurent l'articulation entre *street art* et territoires urbains, leurs évolutions constantes, la valorisation auprès de publics variés. Se pose la question de leur inscription dans une continuité de l'intervention en ville ou dans le renouvellement de la fabrique urbaine.
- 8 Dans un tout autre cadre géographique, S. Weber interviewe G. Elie dans *Sur l'écrit*, à propos de la publication récente de son ouvrage *La Plaine*. Il s'agit d'une ethnographie du travail dans la Beauce, un des espaces les plus emblématiques de la grande culture en France. L'auteur a enquêté durant trois ans dans ce milieu rural et rend dans son ouvrage, en alternant portraits et analyses, le point de vue des agriculteurs sur les injonctions contradictoires avec lesquelles ils doivent faire, de leur dépendance au marché à leur exposition aux produits toxiques. Se posent ainsi de redoutables problèmes économiques, mais aussi de société car derrière ceux-ci apparaissent des interrogations sur la place des agriculteurs dans le pays, l'alimentation en ville, le développement « soutenable »...
- 9 La rubrique *Sur le vif* a vu la parution d'un nouveau texte depuis la précédente livraison d'*ÉchoGéo*. Il aborde le séisme de Mexico de septembre 2017 que J.-F. Valette compare à la catastrophe de 1985. La ville a relativement bien résisté, mais le séisme a mis en relief les inégalités socio-spatiales internes à l'agglomération métropolitaine, et les faiblesses de l'État mexicain dans sa gestion des opérations de reconstruction, de relogement et d'indemnisation des victimes après le séisme. Cette contribution sur la reconstruction de Mexico rejoint ainsi les autres textes du numéro, sur le *street art*, l'agriculture beauceronne, dans leurs interrogations sur la société de demain.